

Thème de la réunion 2017 du Groupe africain

Transformation économique et création d'emplois : *Coup de projecteur sur l'agriculture*

Note de synthèse

Août 2017

Contexte

Conscients de la nécessité d'une transformation économique des pays africains, les Chefs d'États et de Gouvernements africains ont adopté à l'occasion du cinquantenaire de l'Union africaine une vision commune des cinquante prochaines années : « *Agenda 2063* ». Cette vision se traduit par la promotion d'une croissance inclusive et d'un développement durable en Afrique pour optimiser l'utilisation des ressources du continent au profit de tous les Africains. Dans ce contexte, l'agriculture se présente comme la base et le point de départ naturel de la transformation économique du continent.

Si certaines données probantes indiquent que l'agriculture africaine a atteint un tournant de son histoire et que le continent serait en passe de connaître sa « Révolution verte », il reste que 19 des 20 pays du monde présentant les plus grands besoins en sécurité alimentaire et nutritionnelle sont situés en Afrique subsaharienne¹. D'où la nécessité vitale de doter le continent d'un secteur agricole dynamique, durable et résilient pour en assurer l'avenir économique. L'agriculture africaine se trouvant en effet sur le point de connaître un changement porteur de transformations, sa relance doit constituer une priorité pour un continent dont le secteur agricole est deux à quatre fois plus efficace que d'autres secteurs en termes d'efforts déployés pour accroître les revenus des personnes les plus démunies.

Les chiffres parlent² d'eux-mêmes : principale source de denrées alimentaires et de revenu pour les Africains, l'agriculture contribue à créer jusqu'à 60 % des emplois sur le continent. La production alimentaire doit augmenter de 60 % au cours des 15 prochaines années pour nourrir une population en augmentation. Les marchés africains des produits alimentaires et des boissons sont dynamiques et devraient se chiffrer à mille milliards de dollars d'ici 2030. Le continent regorge de richesses immenses : les 200 millions d'hectares de terres dont dispose l'Afrique subsaharienne en font le berceau de près de la moitié des terres non cultivées au monde pouvant être mises en production. L'Afrique n'utilise que 2 % de ses ressources en eau renouvelable, contre 5 % à l'échelle mondiale. Associés à des ressources abondantes, dont une jeunesse entreprenante et ingénieuse, les investissements stratégiques dans le secteur agricole peuvent contribuer à l'avènement de cycles de croissance vertueuse.

¹ Rapport *Ending Rural Hunger* (2015)

²*Foresight Africa 2016: Banking on agriculture for Africa's future*. Le projet *Foresight Africa* est une série de rapports, commentaires et événements destinés à aider les décideurs et les observateurs du continent à devancer les tendances et évolutions qui influent sur l'Afrique. Depuis 2011, tirant parti de la période du nouvel an, la Brookings Africa Growth Initiative procède à une évaluation des grandes priorités de l'Afrique à l'occasion de la nouvelle année.

Comment l’Afrique peut-elle tirer parti de ces possibilités ?

Disponibilité insuffisante de financements intérieurs, absence d’une masse critique d’entrepreneurs et de personnel qualifié, manque d’infrastructures et de services d’appui, et climat de l’investissement difficile constituent autant de difficultés qui s’opposent à la recherche de solutions aux problèmes que connaît l’agriculture africaine. De même, en dépit des possibilités immenses qu’ils pourraient exploiter en tirant parti de leurs richesses naturelles pour accroître les recettes publiques nécessaires au financement du développement, les pays dont les recettes d’exportation et les recettes budgétaires reposent sur des ressources naturelles restent largement vulnérables à divers chocs extérieurs. Ces pays affichent peu de progrès dans le domaine de la diversification économique et des exportations.

Les institutions de Bretton Woods agissent donc en synergie pour faire face aux difficultés rencontrées par les pays africains afin de stimuler la croissance et la compétitivité, en particulier dans le secteur agricole. Les questions précises à prendre en compte sont les suivantes :

- *Premièrement*, les agriculteurs africains ont besoin de technologies nouvelles—de rendements plus élevés et de cultures vivrières plus résilientes et porteuses de récoltes plus abondantes. À cet égard, de nouvelles techniques contribuent à accroître les rendements de riz et de cacao par exemple.
- *Deuxièmement*, les agriculteurs africains ont besoin de plus d’électricité, de plus d’irrigation et de meilleures infrastructures capables de les relier aux marchés régionaux lucratifs de produits alimentaires.
- *Troisièmement*, l’Afrique a besoin de politiques appropriées, qui ne soient pas défavorables au secteur des exploitations agricoles.
- *Quatrièmement*, les femmes qui produisent le gros des denrées alimentaires en Afrique sont malgré tout en grande partie tenues à l’écart de la propriété foncière, du crédit et des intrants agricoles tels que les engrais, les pesticides et les outils agricoles. De plus, elles sont souvent les oubliées des services de vulgarisation, ce qui contribue à réduire leur capacité de production.
- *Cinquièmement*, à la conférence de Paris sur le climat, la Banque mondiale a présenté un nouveau et audacieux plan qui fait appel à la mobilisation de 16 milliards de dollars pour aider l’Afrique à s’adapter au changement climatique et à renforcer sa résilience aux chocs climatiques, notamment en ciblant l’agriculture climato-intelligente et en promouvant une vision axée sur l’accélération de la transformation de l’agriculture, ainsi que le stipule la Déclaration de Malabo. Le FMI pour sa part s’est engagé à aider les pays à adopter des mesures d’atténuation et d’adaptation conformément à son mandat.

Des politiques macrofinancières pour faire face au défi agricole

Il importe de renforcer les fondamentaux macroéconomiques tout en poursuivant des réformes structurelles macroéconomiques pour soutenir une croissance diversifiée et s’attaquer aux

problèmes du secteur agricole. Le FMI a joué un rôle de catalyseur en aidant les pays à mettre en œuvre leurs programmes de réforme par la conception de programmes taillés sur mesure, l'octroi de prêts et l'assistance technique, en tenant compte de l'évolution des conditions du marché dans les pays membres. Dans ce contexte, afin d'accompagner la transformation économique et la diversification des économies africaines, le FMI se concentrera sur les mesures suivantes :

- Recherche de solutions au manque de ressources par l'amélioration de la mobilisation de recettes fiscales, l'augmentation des investissements étrangers directs et par un appui financier bilatéral et multilatéral adéquat. Au moment où la majorité des pays continue d'adapter leurs politiques budgétaires au cycle actuel de prix relativement plus faibles des produits de base, cet appui reste important.
- Promotion de la densification des circuits financiers et de l'inclusion financière. Cela est fondamental pour aider à créer les possibilités qui permettront aux investissements privés de contribuer à renforcer la chaîne de valeur dans le secteur de la transformation agricole.
- Transformation durable pour le renforcement des capacités dans les domaines de l'investissement public et de la gestion de la dette.

Attentes

Les recommandations concrètes, financièrement accessibles et applicables émanant des délibérations relatives aux problèmes présentés ci-dessus seront incorporées dans le Mémorandum 2017 des Gouverneurs africains du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. Ce Mémorandum sera soumis aux responsables des deux institutions durant les Assemblées annuelles 2017.